



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
 Délibération n°DCC2018_094

Objet	Dépenses anticipées d'investissement
Rapporteur	Laurence FORTIN
Service	Service Finances
Thème	Finances

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Il est rappelé à l'assemblée que l'article L. 1612-1 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1^{er} janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, le Président peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Aussi, il est proposé à l'assemblée d'autoriser le Président, dès le 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au vote du prochain budget, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non objet d'autorisations de programme dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2018, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant et l'affectation des crédits correspondants se déclinent comme suit :

Les crédits ouverts en 2018 (BP+DM) :

Chapitre	Budget Général	Budget Action économique	Budget Moulin Mer	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de Chaleur
20	145 359,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
204	470 773,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21	263 000,65 €	90 412,67 €	9 036,81 €	0,00 €	258,78 €
23	113 304,65 €	325 495,95 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
27	250,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
45	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total	1 042 688,35 €	415 908,61 €	9 036,81 €	0,00 €	258,78 €

Autorisation de dépenses 2019 jusqu'au vote du BP 2019 :

Chapitre	Budget Général	Budget Action économique	Budget Moulin Mer	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de Chaleur
20	145 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
204	470 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21	263 000,00 €	90 000,00 €	9 000,00€	0,00 €	0,00 €
23	113 000,00 €	325 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
27	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
45	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total	1 041 000,00 €	415 000,00 €	9 000,00 €	0,00 €	0,00 €

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Considérant que l'adoption du prochain budget est programmée en février 2019,
 Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,
 Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 4 décembre 2018
 Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 4 décembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2018, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au vote du prochain budget.